

Déclaration sur le Plan de relance adopté par le Conseil européen

> Après quelques jours de négociations, les chefs d'Etats et de gouvernements de l'Union Européenne ont adopté un plan de relance équivalent à 750 milliards d'euros pour faire face à la crise de la Covid 19, comprenant 390 Mrd d'euros de subvention et 360 Mrd d'euros d'emprunt commun.

Le plan de relance finalement convenu suite à la crise du coronavirus est une grande victoire dans le sens où il a bel et bien *été conclu*. Volt soutient toutes les initiatives européennes qui permettent d'unir les États membres de l'Union Européenne vers un projet commun. Ainsi, la création d'une dette commune de 360 Mrd d'euros et de subventions (390 Mrd d'euros) qui seront attribuées aux États les plus fragilisés par la crise de la Covid-19 est un événement inédit dans le processus d'intégration européen.

Cependant, c'est n'est pas le Moment "Hamiltonien" que nous espérons. Des chef.fe.s d'État nationaux menacent encore l'UE, et le lien entre le fonds de redressement et l'État de droit est dilué. De plus, pour offrir des rabais aux frugaux, des budgets communautaires importants ont été sacrifié sur l'autel des négociations notamment dans les fonds de dotations pour la Recherche (*HorizonEU*), la Santé (*EU4Health*) et la Transition énergétique (*JustTransitionFund*) et contrairement à la résolution adopté le 15 mai 2020 par le Parlement européen.

Enfin, le principe de l'unanimité de la Conseil européenne était et reste le plus grand obstacle à la mise en place d'une base politique solide en Europe, car il produit sans cesse des compromis adaptés aux intérêts d'une minorité d'États membres (comme les Cinq Frugaux), tolère en silence les pratiques et tendances antidémocratiques de pays comme la Hongrie ou la Pologne et continue à délégitimer la position du Parlement européen.